



OBJET :	REGLEMENT SUR LA VIDÉOSURVEILLANCE
ÉMANANT DE :	Conseil intercommunal de l'Association Police Lavaux
DATE :	30 mai 2024

Le Conseil intercommunal de l'Association Police Lavaux,

- vu la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD ; BLV 172.65),
- vu le règlement du 29 octobre 2008 d'application de la loi sur la protection des données personnelles (RLPrD ; BLV 172.65.1),
- vu le préavis du Comité de direction du 21 mars 2024,
- considérant l'importance de la vidéosurveillance comme outil sécuritaire moderne,

décide :

Article premier – Principe

¹Une installation de vidéosurveillance dissuasive peut être déployée, sous la responsabilité du Comité de direction, après avoir obtenu l'autorisation de l'autorité compétente selon la loi sur la protection des données, dans un bâtiment ou une installation utilisée par l'association pour mener à bien ses tâches publiques ainsi qu'à ses abords immédiats, y compris dans ses véhicules, afin d'y garantir la sécurité des personnes et des biens, d'y éviter la perpétration d'infractions et de contribuer à la poursuite et à la répression d'infractions qui y auraient été commises.

²L'installation de vidéosurveillance doit constituer, si possible en complément d'autres mesures, le moyen le plus adéquat pour atteindre le but fixé.

³L'installation de vidéosurveillance peut être permanente ou temporaire, fixe ou mobile.

Art. 2 – Délégation de compétence

¹Le Comité de direction détaille, dans une directive d'exploitation de sa compétence, pour chaque installation de vidéosurveillance déployée :

- a. le but de l'installation de vidéosurveillance ;
- b. l'horaire de fonctionnement de l'installation ;
- c. les règles et procédures de sécurité concernant l'accès aux images et la conservation des images enregistrées ;
- d. la ou les personnes autorisées à visionner les images captées par l'installation, en temps réel ou en différé ;
- e. l'emplacement et le champ des caméras.

²Lorsqu'une dépendance du domaine public se trouve dans le champ de vision d'une ou plusieurs caméras de l'association, l'autorité compétente pour la gestion du domaine public en question approuve l'installation au préalable.

Art. 3 – Sécurité des données

¹Des mesures de sécurité appropriées sont prises afin d'éviter tout traitement illicite des données, notamment en limitant l'accès aux données enregistrées et aux locaux qui les contiennent.

²Un système de journalisation automatique permet de contrôler les accès aux images.

Art. 4 – Traitement des données

¹Les images captées peuvent être visionnées en direct et en continu afin de s'assurer qu'aucune infraction ne soit en cours dans l'espace concerné.

²Les images enregistrées peuvent être visionnées si une infraction a été commise dans le champ de vision des caméras. Elles ne peuvent être transmises qu'aux autorités chargées de poursuivre l'infraction en cause.

Art. 5 – Information des tiers

Les personnes se trouvant dans la zone surveillée doivent être informées de la vidéosurveillance par des panneaux d'information conformes à la législation cantonale.

Art. 6 – Durée de conservation

¹La durée de conservation des images ne peut excéder le délai prévu par le droit cantonal, sauf si les données sont transmises conformément à l'article 4, alinéa 2.

²Les images sont détruites automatiquement à la fin du délai de conservation.

Art. 7 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur à l'expiration du délai de recours à la Cour constitutionnelle. L'article 94, al. 2, de la loi sur les communes est réservé.

Adopté par le Conseil intercommunal le 30 mai 2024

Au nom du Conseil intercommunal

M.-A. Cossy

Le Président



J. Mathis

La Secrétaire



Approuvé par la Cheffe du Département des institutions, du territoire et du sport le **27 JAN. 2025**

